Année XXII. N° 609 — 24 Février 1923

LE RÉVEIL
COMMUNISTE - ANARCHISTE.

SUISSE ET ITALIE
Abonnement : une année, fr. 5 ; six mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS
Adresser lettres et mandats :
LE RÉVEIL, *rue des Savoises, 6*, GENÈVE (Suisse)

UNION POSTALE UNIVERSELLE
Abonnement : une année, fr. 5 ; six mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

SALLE COMMUNALE DE PLAINPALAIS

Vendredi 23 Février, à 8 h. 1/2 du soir

CONFÉRENCE par le camarade L. BERTONI

Sujet traité :

Les services civil, militaire et religieux

Cordiale invitation à tous.

DÉSAMNISTIÉS !

Le *Corriere del Ticino* publie la rectification ci-après :

La note sur la défense faite aux Consuls de viser les passeports de tous les déserteurs italiens, amnistiés ou non, et naturalisés suisses, qui demanderaient à se rendre en Italie, est, d'après des informations de source sûre, mal interprétée.

Puisqu'il s'agit de « visa », il va de soi que la formule (datant du mois d'août 1922, donc antérieure à l'arrivée au pouvoir du gouvernement fasciste) concerne les déserteurs italiens — amnistiés ou non — *qui ont obtenu la naturalisation suisse.* Et, en effet, les déserteurs italiens amnistiés restés italiens sont tous munis d'un passeport national et n'ont besoin d'aucun « visa » pour se rendre en Italie.

Il n'y a pas à parler des déserteurs non amnistiés, car, italiens ou naturalisés suisses, ils ne pourraient toucher le territoire italien sans tomber entre les mains de l'Autorité judiciaire. Ceci étant donné, on comprend que les Consuls ayant toutefois la faculté d'accorder ou de refuser le « visa » aux étrangers, puissent le refuser à des indésirables.

Le texte donné par nous et emprunté à une lettre officielle, adressée par un Consulat italien à un Bureau officiel suisse, était le suivant :

Sans exception aucune, le visa sera refusé à tous les déserteurs italiens, amnistiés ou non amnistiés, **(et)** *naturalisés Suisses, qui demanderaient à se rendre en Italie, soit pour voyage d'agrément, soit pour affaires commerciales ou de famille.*

Cette mesure peut aussi s'appliquer à leurs proches (femme et enfants).

Le (*et*) que nous avons mis cette fois-ci entre parenthèses serait de trop. Nous qui connaissons bien Mussolini et la campagne acharnée qu'il a menée dans son journal contre les déserteurs, persistons à croire qu'il a bien voulu frapper *tous les déserteurs italiens sans aucune exception.* C'est avec raison que le *Corriere del Ticino* fait ressortir le caractère d'iucohérence et les contradictions contenues dans la décision de M. Mussolini, mais précisément pour cela, nous pouvons la retenir authentique. Des incidents survenus ces derniers temps à la frontière nous y autorisent de même.

Seulement, comme il s'agit d'une mesure internatiouale, M. le dictateur a dû être charitablement prévenu par les autorités diplomatiques italiennes en Suisse de son caractère arbitraire et contradictoire. A l'intérieur tout lui est permis. Plus une décision viole toutes les dispositions légales et plus elle est digne du fascisme et louée par l'écœurante tourbe à son service. Avec l'étranger il a fallu composer et rectifier.

La décision serait donc à rectifier ainsi :

Le visa sera refuse à tout déserteur italien naturalisé suisse, même amnistié.

Pour un ancien insoumis, qui se réclamait en Suisse du droit d'asile, afin de ne pas être livré aux autorités militaires italiennes, cette mesure, même ainsi amendée, est une comble de turpitude.

Les Anarchistes et la Révolution

Le Congrès international anarchiste, qui doit s'ouvrir à Berlin le 1er avril prochain, a pour troisième objet à l'ordre du jour : « Les anarchistes et la révolution ».

Notre proposition, qui se bornait à demander d'étudier et préciser « notre action au début d'une insurrection », a été de beaucoup élargie. Nous craignons que le débat perde ainsi de sa précision et de sa praticité, mais peut être sommes-nous dans l'erreur.

Les anarchistes russes ont été priés de présenter un rapport, et certes, ce sont eux qui ont le plus à dire sur cet objet. Mais leur expérience n'est pas unique et, en outre, elle s'applique à un pays bien différent, sous beaucoup de rapports, des autres grands Etats européens. Des rapports sur ce qu'ont été les révolutions d'Allemagne et d'Autriche, aux institutions économiques, politiques et sociales plus semblables aux nôtres, ont pour nous une valeur non moins grande.

Pour nous, il ne s'agit pas d'instituer un débat théorique, mais bien d'envisager une foule de questions pratiques.

Pour cela, il faut que les camarades de chaque pays nous fassent un exposé aussi exact et complet que possible des grands mouvements populaires dont ils ont été témoins.

Sommes nous capables d'analyser les événements insurrectionnels d'un passé très près de nous, comme un savant le fait avec ses expériences, pour en tirer sans parti pris des conclusions utiles ? Nous savons bien qu'il n'y a pas analogie complète et que l'élément *interprétation* joue un rôle autrement grand dans des expériences sociales que dans celles de laboratoire ; nous n'entendons donc que marquer la tendance d'esprit que nous voudrions voir prédominer.

Ce que nous désirons entendre de la délégation de chaque pays, c'est le récit de ce qu'ont été les mouvements de masses chez elle. Quelle a été l'attitude de la foule anonyme ? Quelle action ont déployée les différents partis ? Qu'a-t-il été fait et qu'était-il encore possible de faire ? Quels actes sont ils à conseiller ou à blâmer ?

Inutile d'ajouter que nos interventions doivent bien être définies, là où elles se sont produites, en expliquant par contre leur absence partielle ou totale, selon le cas.

Tout individu qui se sent profondément révolutionnaire ne peut qu'être fort préoccupé par la question de ce qu'il faudra faire dès qu'une protestation d'une certaine envergure viendrait à se produire.

Cette foule, à laquelle nous avons si souvent reproché son apathie, sa soumission, sa veulerie paraît s'être tout à coup ressaisie. Elle se soulève. Dans la période, très courte parfois, de son enthousiasme, quels conseils donner, quelle influence exercer, quels actes accomplir ?

Nous avons tous fait des expériences plus ou moins importantes. Quels enseignements pensons-nous pouvoir en tirer ? Ne nous sommes-nous pas dit plus d'une fois : Ah ! si j'avais su !... Comment pourrions nous savoir à l'avance, sinon tout, au moins quelques points essentiels, de façon à être matériellement et moralement mieux préparés ?

Nous déclarons n'avoir aucune thèse à faire triompher, si ce n'est celle de la libération, la plus large, profonde et rapide. Nous voudrions surtout pouvoir recueillir un ensemble d'indications propres à nous montrer toutes les possibilités petites ou grandes d'agir, afin de pouvoir œuvrer sans tarder à une transformation sociale à toute occasion favorable.

En somme, chaque délégué vieudrait nous dire pour son pays :

— Voici les causes cachées ou apparentes de l'explosion chez nous et les circonstances qui l'ont accompagnée. Son développement plus ou moins long a été marqué par tels ou tels faits caractéristiques, jusqu'au jour de son arrêt survenu de cette façon. Et voici les différents rôles individuels ou collectifs, de parti, de classe ou d'association, à la ville ou à la campagne, et dans les différentes régions. Nous en tirons ces conclusions de propagande à faire, d'attitude à avoir, de tentatives possibles et d'action indispensable. —

Ce n'est pas la première fois, répétons le, que la révolte éclate sous nos yeux. Nous n'aurions plus le droit d'accuser de trahison qui que ce soit, si, continuant à nous borner à une besogne critique, nous n'entreprenions pas, avec les forces dont nous disposons et celles que nous pensons gagner, une œuvre pratique. Nous avons à opposer à une fausse action ou à l'absence d'action, non pas seulement des propositions et des protestations, mais des commencements de réalisations.

Comment avec les actes décisifs de destruction de l'ancien pouvoir, envisagerions-nous les premières mesures d'application et de fonctionnement de la société nouvelle ? Chacun reconnaîtra que si nous ne savons pas expliquer quelque peu clairement cela, notre propagande vient à manquer de base. Celle que nous faisons pour résister tant bien que mal au régime actuel n'est en somme qu'une propagande d'adaptation à des conditions données, alors que nous devons surtout viser à créer des conditions nouvelles.

Chacun de nous s'explique fort bien la rupture avec le passé, mais comment ensuite ne pas piétiner sur place, s'attacher immédiatement à l'emploi le plus utile de nos forces, rendre le retour de l'ancien régime impossible, œuvrer sans tarder à réaliser nos aspirarions ?

Supprimer l'ancien maître n'est pas tout ; il faut immédiatement se mettre à vivre de façon à ne pas laisser place à un maître nouveau. Que sera l'initiation de cette nouvelle vie ?

Nous ne réclamons pas une prophétié s'étendant à une longue période, mais tout simplement de dire comment nous pensons commencer à vivre autrement, aussitôt les chaînes matérielles dont nous sommes chargés brisées. Il ne faut pas qu'à ce moment-là nous ayons à discuter longuement la ques-

tion : Et à présent? — mais que la création soit la suite immédiate de la destruction dans le plus grand nombre possible de cas.

Nous avons assisté aux plus grands événements de l'histore. Notre rôle a été bien effacé. Cherchons comment en remplir un très efficace.

Autour des zones

A une majorité de 320,000 voix, le peuple suisse a repoussé dimanche la convention franco-suisse sur les zones. Comme pour toute votation, l'électeur en général ne connaissait pas et ne s'était point donné la peine d'étudier les textes sur lesquels il était appelé à se prononcer. Il n'y aurait du reste pas compris grand'chose. Il a donc suivi le mot d'ordre de son parti, de son journal, de ses chefs.

Le plébiscite fut précédé d'une campagne de presse qui a permis de jauger l'impartialité et l'indépendance de certains journaux romands. La *Tribune de Genève* et *La Suisse* en particulier, se sont distinguées dans l'art de distiller la perfidie à l'endroit de ceux qui s'étaient placés sur un terrain autre que le leur. Au début, alors que ces journaux escomptaient l'acceptation de la convention, ils s'attachaient à estimer que la question devait être examinée objectivement et exclusivement au point de vue suisse. Partisans et adversaires ne pouvaient être que des parfaits patriotes.

Mais peu à peu l'opposition se précisa, s'organisa, s'annonça dangereuse et... victorieuse. Alors les journalistes français de Genève changèrent leurs batteries. Se croyant toujours en 1914-1918 et se souvenant du succès que l'argument avaient constamment rencontré à l'époque, ils qualifièrent de germanophiles les citoyens qui avaient l'outrecuidance de penser que Paris n'était pas encore le monde et que Poincaré n'avait rien du Messie. Evidemment on peut, on doit même avoir la reconnaissance du bout de ruban que l'on a sollicité et accepté, mais nos plumitifs devraient au moins posséder la pudeur sinon l'intelligence d'être un peu plus circonspects.

Autre chose à remarquer. On se souvient de la Convention du Gothard qui, d'après nos superpatriotes devenus francophiles à l'excès, constituait une main-mise de l'Allemagne sur l'indépendance économique de la Suisse. Nous n'avons pas à nous arrêter ici pour savoir si ces adversaires de la Convention avaient raison ou non, étant donné que nous sommes brouillés et avec les questions nationales et avec le patriotisme. Toujours est-il que l'on assista de la part de ces véritables spécimens de la tradition helvétique à une violente campagne ayant pour but l'obtention du referendum en matière de traités internationaux. L'initiative aboutit et des hymnes de victoire encombrèrent notre excellente presse. A l'avenir, le peuple serait là pour empêcher toute velléité de vendre une parcelle de notre indépendance. Or trois jours avant la votation sur les zones, sachant la partie perdue, un important journal franco-romand regrettait amèrement que ce referendum sur les traités existât, car en l'occurrence il constituait un sérieux obstacle. Ainsi pour ces marchands de démocratie et de patriotisme, ne devraient être soumis au peuple que les traités sans importance aucune ou ceux certains d'être résolus selon les désirs des gens qui ont une autre capitale que Berne pour orientation. Et ce sont ces lascars qui se permettent de morigéner l'opinion et de se distribuer des brevets d'indépendance morale! Décidément, ils rendent des points à Tartufe...

La question des zones a été posée par la raison du plus fort. Cela démontre que, tout comme l'Allemagne, la France sait aussi transformer les traités en chiffons de papier. Les gouvernants d'outre-Jura ont profité du pacte de Versailles pour supprimer les zones garanties par un traité, et ils ont rencontré un bienveillant écho chez certains dirigeants suisses qui, pour faire avaler la pilule, revinrent triomphalement de Paris avec la reconnaissance de la neutralité helvétique par les grandes puissances. Nos diplomates enrubannés avaient conscience que cette reconnaissance de neutralité ne rimait à rien. Elle sera respectée tant que la France ou une autre nation n'aura pas intérêt à la violer.

Le peuple suisse a repoussé la convention sur les zones. Mais la question n'est pas liquidée. Elle ne pourra l'être, comme tant d'autres, que par la suppression des frontières. *Judex.*

Sauvons la bourgeoisie...

L'histoire est un éternel recommencement. La politique aussi. Et la politique socialiste surtout. Lorsque les chefs du réformisme constatent que la bourgeoisie fait fi de leurs avances plus ou moins déguisées et qu'elle n'est pas décidée à leur abandonner un bout de maroquin, ils montent sur leurs ergots et n'ont que le mot de révolution sous la plume et à la bouche. Ils votent et font voter des résolutions énergiques, mais assez entortillées pour que, peu après, ils puissent les renier sans rougir. Il est vrai que la politique n'est faite que de reniements. Ils font acclamer des ordres du jour par lesquels ils affirment poursuivre la lutte jusqu'à l'anéantissement du capitalisme, refuser toute participation avec la bourgeoisie au pouvoir exécutif et qu'ils n'entreront dans celui-ci qu'avec la majorité des mandats. Ça, c'est la politique des raisins trop verts.

Mais à mesure que la maturité paraît leur sourire, nos chefs s'assagissent. Par des tours d'acrobatie dont seuls des politiciens peuvent être capables, ils arrivent à la conclusion qu'il est temps de se débarrasser du verbiage révolutionnaire pour devenir positifs et pratiques. Alors, au prix de n'importe quelle courbette, ils sont disposés à entrer dans un Conseil d'Etat quelconque avec l'appui et la participation des voix bourgeoises.

Ce jeu de passe-passe dure depuis que le socialisme suisse a pris quelque consistance et repose sur un nombre d'adhérents sinon imposant, du moins assez élevé pour jouer, en certaines régions et circonstances, le rôle d'arbitre.

Rien n'est plus typique à cet égard que l'attitude des chefs socialistes genevois. En 1918, lors de la grève générale, ils participaient au mouvement en acteurs de premier plan et ils conservèrent leurs masques avancés pendant quelques mois après. Mais la situation politique genevoise actuelle leur permet d'espérer pouvoir placer d'ici peu un ou deux des leurs au Conseil d'Etat, comme ils en ont mis quelques-uns dans certains Conseils administratifs — ce, naturellement, avec l'appui officiel et effectif du parti radical. En effet, le Bloc national (conservateurs, catholiques, jeunes-radicaux) s'effrite de plus en plus. Et si l'on veut prendre au sérieux les chiffres des dernières votations et élections, il est incontestable que les radicaux et les socialistes unis ont la majorité des votants dans le canton. Alors? Alors, vous comprenez! On prépare ou plutôt on continue à manœuvrer pour que l'« action conjuguée » radicale-socialiste puisse jouer lors des prochaines élections au Conseil d'Etat. Du socialisme, plus question: on s'en sert lorsque l'on n'a pas d'autre mot à mettre sous la plume. Obtenir la majorité par ses propres forces, il n'y faut point songer: ce serait par trop s'illusionner et quittons Sirius pour s'emparer de ce que les bourgeois radicaux voudroint bien nous laisser.

Mais il convient de donner des gages. Il est nécessaire de démontrer combien est grand le désir de participer activement à la vie politique capitaliste. Il est de bon ton de prouver à ceux qui les méconnaissent, les capacités administratives des futurs candidats. Il est surtout de toute importance que chacun soit bien convaincu que les socialistes genevois n'ont nullement l'intention de créer des difficultés à l'Etat. Au contraire, disent leurs chefs et leur journal, notre désir intime, profond, sincère, est de collaborer à toute mesure apte à sortir l'Etat de sa situation financière critique. En un mot: nous sommes disposés à coopérer au sauvetage de la société capitaliste, à condition que celle-ci consente à accorder quelques sièges à certains des nôtres.

C'est la politique de Jean Sigg qui recommence. Pour cette politique, Sigg fut, à un moment donné, traîné dans la boue par ceux-là mêmes qui, aujourd'hui, ne soupirent qu'après la reprise et la mise en pratique de la tactique de Jean Sigg pour satisfaire leur ambition. Comme le chien de l'Ecriture, le socialisme genevois retourne à son vomissement.

De fait, la question de la participation socialiste au pouvoir exécutif va se poser sur le terrain fédéral. Les socialistes neuchâtelois ont décidé de faire inscrire ce point au prochain congrès du parti suisse. Nul doute qu'il sera résolu dans le sens affirmatif. Et les bourgeois méconnaîtraient leurs intérêts en refusant un siège au Conseil fédéral aux socialistes qui ne demandent que ce plat de lentilles pour participer officiellement au rétablissement de l'équilibre capitaliste.

Les chefs socialistes sont pratiques, personne ne l'ignore. Et nous sommes des naïfs, chacun le sait. Mais nous préférons de beaucoup notre naïveté à une pratique intéressée dont l'accomplissement exige des reniements et des tromperies sans fin — avec pour tout résultat l'apaisement de quelques ambitions et l'asservissement toujour plus légal des travailleurs.

Observer.

Collectivisme et Communisme

Les bolchevistes qui, avant de s'emparer du pouvoir, s'étaient toujours appelés social-démocrates, prétendent aujourd'hui être des communistes. C'est une confusion de plus que nous leur devons en matière d'idées.

Voici comment dans un livre *Socialismo o Monopolismo ?* publié il y a presque quarante ans, notre camarade Merlino exposait la différence entre le collectivisme, propre à toutes les fractions de la social-démocratie, et le communisme, dont les anarchistes avaient fini par être les seuls représentants, après l'avoir ramené à leur conception libertaire.

• • •

Les principales variantes que peuvent présenter les divers systèmes sociaux, qui seront adoptés lors de l'abolition de la propriété individuelle, peuvent se résumer en disant qu'à certains endroits on aura un degré inférieur de communisme, un communisme limité à la mise en commun des instruments de travail (appelé ordinairement collectivisme); ou aux produits de première nécessité, aux soins des malades, aux habitations, etc. ; ou, mais beaucoup plus rarement, à la seule satisfaction de certains besoins (aux « services publics »), la production restant individuelle.

Dans le collectivisme, les membres de la communauté travaillent en commun ; prélèvent sur les produits du travail ce qui sert à l'entretien de l'Association et de la Commune, et à certains « services publics » qui, tels que l'instruction, l'éclairage, les voies de communications, doivent nécessairement être organisés en commun ; puis ils se répartissent le reste, soit en raison de la qualité et de la durée du travail fourni, soit selon quelque autre principe qu'il leur aura convenu d'établir.

Dans le communisme proprement dit, au contraire, les produits du travail communs sont accumulés dans des entrepôts publics et tout ouvrier, en tant qu'ouvrier, est admis à en prélever une part correspondant à ses besoins et aux disponibilités, selon des principes qui auront été établis.

La formule du collectivisme est donc la suivante : « le produit au producteur, à chacun selon son travail » ; tandis que la formule du communisme est celle-ci: « de chacun selon ses forces, à chacun selon ses besoins ».

En théorie, la formule du collectivisme est antiscientifique, parce que le travail de l'un étant intimement lié à celui de l'autre, on ne peut pas assigner à chacun sa part. La raison du temps de travail employé à produire ne suffit pas, parce qu'un travail fatigant doit être plus bref pour être l'équivalent d'un travail de plus longue durée. D'autre part, le travail doit être proportionné aux forces de qui l'exécute. Et quant à la satisfaction des besoins, les mêmes raisons d'économie qui conseillent l'association entre producteurs conseillent aussi la satisfaction en commun des besoins, du moins autant que le comporte la nature spécifique de ceux dont il s'agit. Enfin, de même que la vie sociale est une continuité, le travail d'un moment donné doit servir à réparer les pertes passées, à prévenir les pertes à venir. Or nous en revenons toujours là : tant que l'individu est abandonné à ses seules ressources, est isolé des autres, soit dans la production, soit dans la consommation, il est exposé à consommer davantage aujourd'hui et moins demain quand peut-être il aura les besoins les plus forts.

Dans la pratique, le collectivisme a un ennemi à combattre : c'est l'accumulation des produits entre les mains d'un petit nombre, d'où le retour possible de la propriété individuelle sous forme mobilière avec l'usure et toutes les pratiques usuraires qui accompagnent aujourd'hui la possession de la terre et du capital.

Pour obvier à cet inconvénient les travailleurs associés devraient, en attribuant la récompense du travail selon les principes énoncés, limiter à

un certain point et à certaines choses la faculté d'accumulation et par conséquent l'usage des « bons d'échange », représentant la valeur du travail exécuté, toute possibilité de transmission et de legs étant abolie, et tout ce qui sert à la production, étant laissé dans le domaine commun, comme aussi certains biens que la civilisation et l'humanité conseillent de ne dénier à personne. Le cemmunisme de son côté, étant fondé sur le respect sans conditions de l'individu et reconnaissant des différences de besoins et de forces, ne décrètera pas une forme obligatoire de distributions des produits, mais en laissera surgir autant qu'il en faudra pour correspondre à la variété des besoins eux-mêmes, aux inclinations et aux goûts.

De sorte que, finalement, entre collectivisme et communisme, il n'y a pas antagonisme, et le collectivisme que certains ont le tort de prendre pour un système spécial, presque opposé au communisme et universellement applicable, n'est qu'un communisme limité et imparfait, qui peut très bien être provisoirement adopté dans quelques localités et qui, parce que fondé sur le libre accord des volontés, rentre dans le plan général du communisme libre et anarchique.

Le communisme pourtant est plus logique, plus dopulaire, plus conforme aux traditions, et nous avons déjà remarqué que chaque fois qu'une société d'hommes s'est trouvée libérée de l'oppression et en possession de moyens de travail n'appartenant à personne, elle s'est orgauisée selon les principes dn communisme.

Encore aujourd'hui le communisme a été immanquablement adopté par toutes les colonies européennes, qui ont spontanément cherché sur le vaste sol américain un refuge loin de l'oppression : en plusieurs lieux, il a même été adopté contrairement à l'intention première des colons, comme le système le plus simple.

Francesco Saverio Merlino.

Syndicat Autonome M. et M.

Ce Syndicat, fondé dernièrement à Genève, nous adresse l'article suivant :

Pourquoi nous nons sommes constitués en Syndicat autonome.

Les raisons pour lesquelles nous nous sommes constitués en Syndicat autonome les voici.

Fin décembre ou commencement janvier de l'année dernière commença dans les organes des Fédérations du Bâtiment et du Bois la campagne en faveur de la fusion des deux organisations.

Sur ce point nous ne fîmes pas grand opposition, tout en sachant fort bien que cette fusion ne ferait qu'entraver l'action des groupements affiliés par sa hiérarchie déja considérable et qu'accentuer la lutte des places plutôt que des classes.

Mais à cette campagne vint s'en ajouter une autre pour l'introduction de deux caisses : caisse de chômage et caisse de maladie.

Sur ces deux points nous protestions énergiquement. En effet, l'expérience nous a appris tout le danger de joindre la mutualité à la résistance. C'est surtout par là que les Comités centraux et les fonctionnaires deviennent tout puissants et commettent les pires abus. Bien entendu, obligation pour tous les membres d'adhérer à ces deux caisses.

A notre assemblée de section de janvier 1922, après que le président eut donné connaissance aux membres des pourparlers engagés entre les Comités centraux des deux organisations, tous les groupements — excepté les charpentiers possédant déjà une caisse de maladie — s'associèrent aux maçons et manœuvres pour protester contre les deux nouvelles caisses obligatoires. Le Comité fut chargé de le faire aussi par la voie de le presse.

Les camarades de la Section de Nyon, qui n'adhérait que depuis quelques mois seulement à la Fédération du Bâtiment, jugèrent bon dans un article paru dans *L'Action ouvrière* et intitulé : « A propos de la fusion », de demander aux camarades des Sections romandes d'émettre leur avis au sujet de la fusion et des caisses obligatoires de chômage et de maladie. Ils craignaient justement que la charge des cotisations supplémentaires, destinées à alimenter ces caisses, ne fatiguât vite les membres dont beaucoup étaient déjà très en retard dans les versements. Cela pouvait amener la disparition de quelques sections.

A cette demande un de nos camarades jugea bon de répondre pour appuyer les camarades de Nyon et attirer l'attention des Comités centraux sur ce qui arriverait, si le principe d'obligation était introduit.

Il ne fut pas donné de suite à cette réponse et il ne fut tenu aucun compte de nos protestations. La fusion eut lieu et le principe de l'obligation fut introduit. Mais en préseonce de protestations nombreuses, et ne se sentant pas en force pour appliquer ce principe, il fut décidé pour le moment de laisser aux membres la faculté d'adhérer ou non aux dites caisses.

Vint ensuite l'agitation en vue d'un mouvement à Genève. Or, les dirigeants, incapables d'assumer la responsabilité de déclencher une action et pour ménager la chèvre et le chou, traînèrent en longueur jusqu'au mois d'août. Alors, dans une assemblée tenue à la Maison communale de Plainpalais, la grève fut votée, mais le président annonça ensuite qne le Comité se réservait de choisir le moment opportun. Il y avait là quelque chose de louche.

Les nombreux camarades qui, la grève votée, quittèrent aussitôt la salle, ne furent pas peu surpris le lendemain matin, en se rendant sur leur chantier respectif pour ed chasser les kroumirs, d'y trouver les camarades qui, la veille, avaient voté la grève avec eux. Elle avait été ausssi annoncée par toute la presse.

Ceux qui suivirent de près le mouvement connaissent le reste.

Voilà expliquées les principales raisons pour lesquelles nous nous sommes constitués en Syndicat autonome. Nous faisons abstraction de quelques autres que nous ne voulons pas étaler ici. Il va sans dire que devant de tels faits les camarades sincères ne pouvaient continuer à collaborer avec des gens qui dissimulent, derrière leur phraséologie révolutionnaire, un but tout autre. Convaincus qu'il n'y avait pour eux et pour la classe ouvrière de salut que dans l'autonomie, ils en décidèrent ainsi.

Les assemblées du Syndicat ont lieu tous les mercredisr, à la Maison du Faubourg, Terreaux du Temple, 6.

Le Comité.

Pour la prochaine insurrection

Ces temps sont tristes pour nous.

Notre travail de tant d'années semble détruit. Beaucoup de nos camarades languissent dans les prisons et dans les bagnes ou vont errants et désolés par les terres d'exil, tous nous sommes presque réduits à la complète impuissance.

Nous sommes des vaincus.

Mais nous n'avons pas des âmes de vaincus. Ardente est toujours en nous la foi, forte la volonté, certaine l'espérance d'une inéluctable insurrection.

Notre défaite est de celles qui ont toujours temporairement arrêtés sur le pénible chemin du progrès ceux qui luttent pour l'élévation humaine. Ce n'est rien de plus qu'un épisode d'une longue guerre.

Il n'y a pas de raisons pour se décourager, mais il y en a de nombreuses pour se sentir profondément attristé.

Ce n'est pas le triomphe transitoire du Fascisme qui nous afflige et nous étonne le plus. Nous l'avions prévu et nous l'attendions. Il y a trois ans, qnand la révolution était possible et *ne fut pas voulue* par qui avait les moyens de la faire, n'avons-nous pas répété aux masses en cent et cent réunions : Faites la révolution tout de suite ou autrement les bourgeois vous feront payer par des larmes de sang la peur que vous leur faites aujourd'hui. Et ce furent bien et ce sont bien encore dès larmes de sang !

A ceux qui entravaient, renvoyaient et retenaient, assurant que le temps travaillait pour nous et que plus nous attendions, plus la victoire serait facile, nous disions que le contraire était vrai, que tout retard nous nuisait, que les masses se lasseraient d'attendre, que l'enthousiasme s'émousserait et que pendant ce temps l'Etat se ressaisirait et préparerait les armes défensives et offensives. Francesco Saverio Nitti que les fascistes ingrats vitupèrent à tort, organisait déjà la garde royale. On ne nous écouta pas... et vint le Fascisme.

Maintenant, selon nous, le dommage politique et économique apporté par le Fascisme a peu d'importance et peut même être un bien, en tant qu'il met à nu sans masque et sans hypocrisie la vraie nature de l'Etat et de la domination bourgeoise.

Politiquement, le Fascisme au pouvoir, avec des formes bestialement brutales et des façons risiblement théâtrales, ne fait au fond que ce que tous les gouvernements ont toujours fait : protéger les classes privilégiées et créer de nouveaux privilèges pour ses partisans. Il démontre même aux plus aveugles qui voudraient croire à l'harmonie sociale et à la mission modératrice de l'Etat, comment l'origine véritable du pouvoir politique et son essentiel moyen d'exister est la violence brutale — « le saint gourdin ». Et il enseigne par là aux opprimés quelle est la voie pour s'émanciper et ne pas retomber sous de nouvelles oppressions : c'est d'empêcher qu'une classe, ou un parti, ou un homme puisse imposer aux autres par la force sa propre volonté.

Economiquement, sauf quelques petits déplacements de richesse propres à satisfaire les appétits des siens, le Fascisme ne change rien à la situation. Du moment que restait en vigueur le régime capitaliste, c'est-à-dire le système de la production destinée non pas à satisfaire les besoins de tous, mais à assurer des profits aux détenteurs du capital, ce qui devait nécessairement venir, avec ou sans le Fascisme, c'sst la misère qui est venue et qui croît chaque jour. Il n'est pas possible qu'un pays puisse longtemps vivre en consommant plus qu'il ne produit ! Et les travailleurs apprendront que toutes les améliorations qu'ils peuvent conquérir dans des circonstances exceptionnellement favorables seront toujours quelque chose d'illusoire et d'éphémère, tant qu'ils n'auront pas pris eux-mêmes la direction de la production, en éliminant tous les profiteurs du travail d'autrui.

Le véritable et grand mal que la Fascisme a fait, ou dévoilé, c'est la bassesse morale dans laquelle on est tombé après la guerre et la surexcitation révolutionnaire de ces dernières années.

C'est incroyable le galvaudage qui a été fait de la liberté, de la vie, de la dignité d'êtres humains par d'autres êtres humains. Et c'est humiliant pour qui sent la commune humanité qui lie tous les hommes ensemble, bons ou mauvais, de penser que toutes les infamies commises n'ont pas produit dans la foule un mouvement d'indignation, de rébellion, d'horreur, de dégoût. C'est humiliant pour la nature humaine la possibilité de tant de férocité et de tant de lâcheté. C'est humiliant que des hommes qui sont arrivés au pouvoir seulement parce que, privés de tout scrupule moral, ils ont su cueillir le bon moment pour menacer une bourgeoisie tremblante, puissent trouver l'approbation, fût-ce même par une aberration passagère, d'un nombre de gens suffisant pour imposer à tout le pays leur propre tyrannie.

C'est pourquoi l'insurrection que nous attendons et invoquons doit être avant tout une insurrection morale : la nouvelle mise en valeur de la liberté et de la dignité humaine. Elle doit être la condamnation du Fascisme, non seulement comme fait politique et économique, mais aussi et surtout comme phénomène de criminalité, comme l'éruption d'un bubon purulent, qui s'était formé et avait mûri dans le corps malade de l'organisme social.

* * *

Il se trouve encore parmi les prétendus subversifs, de ceux qui prétendent que les fescistes nous ont enseigné comment il faut faire et qui se proposent d'imiter et exacerber leurs méthodes.

C'est là le grand danger, le danger de demain, le danger qu'au Fascisme décadent par dissolution interne ou par des attaques de l'extérieur, ne succède une autre période do violences insensées, de vengeances stériles épuisant en de petits épisodes sanglants l'énergie qui serait à employer pour une transformation radicale de l'organisation sociale, transformation telle que des horreurs comme celles d'aujourd'hui soient rendues impossibles.

Les méthodes fascistes sont sans doute bonnes pour qui aspire à se faire tyran, elles ne le sont certainement pas pour qui veut faire œuvre de libérateur, pour qui veut concourir à élever tous les êtree humains à la dignité d'hommes libres et conscients.

Nous restons, comme nous l'avons toujours été, les partisans de la liberté, de toute la liberté.

Errico Malatesta.

Pierre KROPOTKINE

Nous venons d'éditer deux cartes postales avec la dernière photographie (novembre 1920) de Pierre Kropotkine. Prix : 10 cent.

Pages d'Histoire

LA RENAISSANCE.

Affranchissement de l'art. — Michel-Ange. — L'art chrétien. — Aspirations vers la vie. — Affranchissement de la science. — Les médecins. — La dissection. — Et pourtant elle tourne ! — Rabelais. — Pan. — Gaster. — Loyola.

La Renaissance se manifesta d'abord dans l'art.

Tout d'un coup, an Christ émacié et souffreteux du moyen âge, à ses saints pleurards et mal bâtis !... Mais qu'allions-nous dire ? Ces Christs n'étaient-ils pas des portraits ? ces saints n'étaient-ils pas des portraits ? les portraits de ces malheureux qui mouraient de faim toute leur vie. Ce n'était point alors l'époque des formes antiques, des muscles élégants et forts, Ces populations misérables, dévastées par les épidémies, grelottant de fièvre, dévorées de maladies de peau que la saleté avait étendues sur elles, étaient dans un effroyable état d'étisie. L'artiste qui eût cherché de beaux modèles, ne les eût point trouvés dans le peuple ; il n'eût trouvé des hommes gras, à la tête petite et abrutie, que dans la noblesse. Mais lui-même ne cherchait pas ces modèles. Il obéissait à un dogme artistique, venu de Byzance. La centralisation impériale avait figé l'art comme toute vie, l'avait enfermé dans certaines formules convenues par l'Eglise et d'où il lui était défendu de sortir. La tradition des arts plastiques était liée à la tradition religieuse. Les premiers artistes qui s'avisèrent de faire des tableaux qui n'étaient pas des copies, de créer des personnages individuels, de regarder la nature par dessus la convention, furent des hérétiques, les luthériens de l'art. Ils substituèrent à la règle, au canon, imposés par le passé, l'appréciation, l'idée individuelles. Ils mirent à la place du dogme la conscience. Ils jetèrent bas l'autorité de la vieille tradition pour proclamer, sur ses ruines, la liberté de l'art.

Le dieu qu'on colla sur la toile ne fut plus découpé sur le modèle du dieu qu'on y avait déjà collé. Chacun vit son dieu personnel, eut son dieu à lui-même, dans lequel il incorpora ses goûts, ses désirs, ses aspirations, ses passions. Sous cet attouchement direct, en passant à travers toutes ces imaginations diverses, Dieu se diversifia et se mit à vivre. Il quitta le mystère et la gravité du sanctuaire pour entrer dans la vie. Ce fut la vraie résurrection pour lui. Il devint homme, comme l'étaient les dieux de la Grèce, comme l'étaient Hercule, Jupiter, Apollon, Bacchus, Vénus !

Tout se tient dans l'histoire. Il n'est pas un progrès qui ne se révèle par un fait bien saillant, bien en vue, parfaitement déterminé et précisé : et le fait est toujours une manifestation de la liberté de l'homme : la rupture d'une de ses entraves.

D'un côté, la Réforme religieuse affranchit l'homme du joug du prêtre. Chaque homme devient son prêtre.

De l'autre côté, la Renaissance affranchit l'artiste du joug de la tradition. Chaque artiste peint, voit, observe comme il l'entend.

A la copie de l'œuvre de l'homme antérieur succède l'observation de la nature.

Tous ces grands artistes de la Renaissance ne sont pas de simples manieurs de pinceau ; ils sont aussi savants qu'artistes : dans leur furieuse aspiration vers la conquête de la nature, ils se livrent tous à des études encyclopédiques. Ils sont architectes comme Brunelleschi et Léon Battista Alberti : ils veulent même, dans leur amour pour l'homme, devenir forts comme les athlètes antiques ; et tout en léguant leurs immortels travaux à la postérité, ils rêvent de rivaliser avec Milon de Crotone.

Tandis que Léonard de Vinci transforme la réunion des douze apôtres en assemblée de philosophes grecs, il invente les écluses, il trace le plan de travaux de canalisation, il fait de la musique, dompte de chevaux, fait la guerre, est diplomate à l'occasion et écrit en style excellent les règles que doit suivre un peintre dans l'observation de la nature. Tous font de même.

Nul plus que Michel-Ange n'est appliqué à l'observation de la nature. Il cherche pendant quinze ans, le scalpel à la main, le secret de la vie de l'homme, dans les cadavres. Il étudie chaque muscle pour se rendre compte de la manière dont il exprime la vie avec le plus d'intensité. Absorbé dans sa contemplation, il fait dominer une chapelle chrétienne par les grandes figures des Sybilles. Où sont les saintes ? laquelle d'entre elles est martyre ? savez-vous ce qu'elles font ? elles lisent, elles lisent avec une avidité qui leur dévore les yeux, comme Persica : que lisent-elles ? l'avenir. Est-ce l'avenir chrétien ? demandez à cette femme enceinte ! Est-ce donc là l'avenir de la tombe, tel que l'a rêvé et l'a prêché le christianisme pendant tout le moyen âge ? De la fécondité de cette forte femme ne résulterait-il qu'un squelette ? Pourquoi donc Michel-Ange contemplerait-il avec tant de joie le torse de l'Hercule antique ?

Non ! non ! voyez-le, même lorsque dominé par les préoccupations de son temps il trace, dans la gigantesque page de son *Jugement dernier*, le poème de la mort, il y a plus dans sa pensée. Voyez ce Dieu, qui enjambe les nuages et brandit les foudres. Ce n'est plus le triste Christ du moyen âge. C'est un Jupiter tonnant, c'est un Dieu révolutionnaire qui jette au plus profond de l'abîme tous les oppresseurs de l'humanité, et parmi eux, il y a des cardinaux qui, de leur vivant, peuvent contempler avec épouvante le châtiment qui leur est réservé, d'après les doctrines enseignées par eux-mêmes !

Et on met ces dieux-là dans les églises ! Bien plus, un pape fait bâtir par ce puissant naturaliste une église sur le modèle du Capitole païen ! Les papes sont si bien pénétrés du nouvel esprit qu'eux-mêmes sont les premiers à saper cette religion qu'ils ont pour missiou de défendre. C'est en vain qu'ils attisent les bûchers, qu'ils fulminent contre les hérétiques, qu'ils battent des mains à la Saint-Barthélemy : la foi n'est plus là. Le Dieu mystique est disparu. Le spiritualisme du moyen âge s'est évanoui comme un fantôme aux premiers rayons du soleil. L'ascétisme vient adorer les vierges de Raphaël, à qui ses maîtresses ont servi de modèle et qui font toujours penser à la femme et à la mère, jamais à la vierge !

Plus tard, les catholiques de boudoir et de sacristie diront en minaudani : — C'est l'art chrétien !

L'art chrétien ! mais ces deux mots jurent ensemble. L'art chrétien ! mais ce n'est que la représentation, d'un côté, du dogme ; de l'autre côté, de la tombe : deux choses qui ne se représentent pas. L'art chrétien ! autant vaudrait dire : l'art du néant.

Tous les arts sont matérialistes ; ils expriment la vie. Et le christianisme n'a qu'une préoccupation : la mort !

La Renaissance est une aspiration vers la vie. Elle sort du tombeau dans lequel il l'a retenue si longtemps. Elle en brise le lourd couvercle : elle dit à l'homme : ce sont des menteurs ceux qui t'ont dit de te soumettre et de te décourager, en te montrant cette terre comme une vallée de larmes. Haut la tête ! révolte-toi, dresse-toi contre toutes les oppressions de la nature et de la société ! n'aie confiance que dans toi-même et dans tes propres forces ; et ne comptant plus sur la vie future, cherche le bonheur dans la vie présente !

Aussi les premiers qui apparaissent, ce sont ceux qui, imbus des traditions et des doctrines de la science antique, mêlée à la science arabe, cherchent à affranchir l'homme du joug de la douleur, de la maladie ; et dans leur audace, allant jusqu'à ce dernier terme, — du joug de la mort !

Ils laissent la foi de côté pour devenir des croyants à la nature. Un malade dit à Paracelse qu'il s'est muni du corps du Christ ; Paracelse prend son chapeau :

— Puisque vous avez un autre médecin, je n'ai rien à vous dire !

Le premier, il comprend la femme. La femme n'est plus Eve, l'instrument de damnation. La femme reprend son vrai rôle : celui de compagne de l'homme, celui de mère de l'homme. On n'a plus horreur de ses infirmités. Le médecin, au contraire, s'en préoccupe avec une sollicitude affectueuse et inquiète.

Il cherche à pénétrer les secrets de la vie, par une observation profonde. Il sait qu'il ne sait pas : premier degré de toute science. Il faut qu'il fouille le cadavre ; le cadavre est chose réputée à la fois horrible et sainte. Le disséquer était un crime. Vésale, jeune étudiant, possédé de la sainte passion d'apprendre, s'en va déterrer au cimetière des Innocents les cadavres pestiférés, décrocher du gibet de Montfaucon les pendus du roi, au risque d'être déchiré par les ongles des femmes ou pendu à son tour. Il faut bien le dire, puisque l'occasion s'en présente : aujourd'hui encore, dans nos préjugés catholiques, la dissection est restée une charge infamante pour les plus pauvres des prolétaires : la société consent à recevoir le misérable dans son hôpital ; mais s'il meurt, elle le garde pour son amphithéâtre. Les étudiants sont là, impatients, attendent, le scalpel à la main : les cadavres manquent : la science reste stagnante. Allons ! nous autres, libres penseurs, nous nous sommes affranchis du prêtre à notre mort : ce n'est pas assez : tout cadavre est livre de science : au lieu de le faire acheminer inutilement vers le cimetière, euvoyons-le à l'amphithéâtre, afin qu'en nous éteignant, avec la conscience de n'avoir pas été inutiles pendant notre vie, nous soyons encore utiles après notre mort !

(*A suivre.*)

Militarisme rouge

Sous ce titre — comme si le militarisme n'était pas toujours rouge du sang de ses crimes — *l'Humanité* de Paris nous a donné, il y a quelque temps déjà, la pensée de M. Boukharine, grand oracle bolcheviste, sur ce qu'il appelle la « défense nationale prolétarienne ». La voici en trois points :

I. — Le prolétariat de tous les pays a des devoirs vis-à-vis des Etats qui sont nés ou qui peuvent naître demain après des révolutions ouvrières et paysannes victorieuses. Si ces Etats sont attaqués, les travailleurs doivent refuser leur concours aux gouvernants agresseurs ; ils doivent, au contraire, venir au secours des nations communistes ainsi attaquées.

II. — Si les circonstances s'y prêtent, les Etats prolétariens qui possèdent le pouvoir dans une ou plusieurs nations, peuvent venir en aide, avec toutes leurs forces, aux peuples encore opprimés par le capital. C'est le but du prolétariat de conquérir le monde. Il n'y parviendra que par la violence organisée et par la force des armes.

III. — Enfin, un Etat prolétarien doit avoir le droit de conclure des alliances, même militaires, avec tel ou tel gouvernement bourgeois, « afin de pouvoir avec l'aide des Etats bourgeois, renverser une autre bourgeoisie ». Si une alliance de cet ordre a été conclue, « le devoir des camarades de chaque pays consiste à contribuer à la victoire du bloc des deux alliés ».

Ces messieurs du bolchevisme désirent donc que les prolétaires du monde entier défendent *leur* Etat, qui est bien à eux, infime fraction de politiciens n'ayant absolument rien à faire avec l'immense masse du prolétariat, ni plus ni moins que les dictateurs des autres Etats.

Ils nous promettent en revanche leur concours armé, ne demandant pas mieux que de conquérir le monde, comme ils ont déjà conquis l'Ukraine et la Géorgie. Nous jouirions alors de tous les bonheurs qu'ils ont apportés à ces deux pays. Sans doute il nous jugent opprimés surtout du fait de ne les point avoir pour maîtres, et estiment fausse la morale du fabuliste : « L'ennemi c'est le maître ».

Enfin, si grande que soit leur sympathie pour tous les prolétariats, elle n'est pas exclusive et ils se réservent le droit de s'allier avec nos propres oppresseurs. Dans ce cas, nous devrions obéir à ces derniers, réaliser l'*union sacrée* et nous faire massacrer dans une nouvelle guerre, toujours du droit, bien entendu, du droit prolétarien cette fois-ci. Ainsi il a été question tour à tour d'une alliance russo-turque et d'une alliance russo-allemande, sans que Moscou confirme ou démente de telles nouvelles. Nous voilà dûment invités à combattre pour le Grand Turc ou pour M. Cuno et les fascistes bavarois, le cas échéant.

De telles propositions, à un moment moins tragique que celui que nous traversons, prêteraient à rire. Mais malheureusement, il reste encore quelques noyaux de pauvres diables pour croire à tout ce qui vient de Moscou, même aux pires absurdités et tromperies. Il en résulte un réel danger et une confusion d'idées bien propre à augmenter le désarroi déjà trop grand dans le monde ouvrier.

Aux camarades.

Tous les camarades sont instamment invités à assister aux réunions du Groupe, chaque jeudi soir, au local habituel. Causerie et discussion.